



Le « péril jaune » : mythe ou réalité ?

RESUME

« L'Empire du milieu » possède des contentieux plus ou moins lourds avec certaines nations étrangères. Peuvent-ils déboucher sur un conflit ouvert? En outre la Chine a -t-elle les ressources économiques qui lui permettraient, comme toute grande puissance, de soutenir une politique diplomatique audacieuse ? L'interprétation des éléments rassemblés laisse apparaître, pour les vingt ou trente années à venir, un risque de conflit très faible.

**Cdt RODE
Groupe C5**

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----------|
| 1. LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA CHINE | 2 |
| 1.1. LE CONSTAT ACTUEL | 2 |
| 1.2. UN AVENIR TEINTE D'OPTIMISME..... | 3 |
| | |
| 2. LES CRISES POTENTIELLES ENGAGEANT LA CHINE..... | 4 |
| 2.1. LES TENSIONS AVEC LES PAYS DU SUD-EST ASIATIQUE | 5 |
| 2.2. LES TENSIONS AVEC LES AUTRES PAYS DU MONDE | 6 |

INTRODUCTION

Lorsque la République populaire de Chine (RPC) fut proclamée, le 1er octobre 1949, la situation internationale était dominée par l'affrontement entre les deux blocs. Aussi, la tâche extérieure la plus urgente pour le nouveau régime chinois était-elle d'assurer sa sécurité. C'est à cette priorité que répondit la signature du traité d'alliance sino-soviétique du 14 février 1950. Dès lors, la RPC apparut sur la scène mondiale, sinon comme un satellite de l'URSS, du moins comme son plus important allié au sein du bloc socialiste. La première phase de la politique étrangère chinoise (1949-1959), fut donc celle de son appartenance au camp dirigé par l'URSS.

A partir de 1960, réagissant contre les atteintes à son indépendance, la RPC allait suivre une ligne diplomatique tout à fait différente. Alors que les progrès extrêmement rapides des armements renforçaient la prépondérance mondiale des Etats-Unis et de l'URSS, la Chine donna à sa politique étrangère un tour de plus en plus virulent qui conduisit à rompre ses relations avec de nombreux états. Ce fut le début d'un long isolement qui dura dix ans. Cette politique d'indépendance outrancière, confinant au repli sur soi, risquait à terme de creuser le fossé entre la Chine et le monde développé, et finalement, de compromettre l'indépendance pour laquelle elle se battait.

Pékin choisit alors d'orienter le pays vers une politique de modernisation prioritaire. Elle appelait tout naturellement une normalisation de ses relations avec nombre des pays dont elle s'était détournée dix ans plus tôt, en particulier les Etats-Unis. Un processus de détente s'engagea à partir de 1969 qui permit à la Chine de commencer à rattraper son retard économique vis-à-vis des nations occidentales. Aujourd'hui tous les indicateurs économiques permettent d'affirmer que l'empire du milieu quitte lentement mais sûrement le tiers monde en gagnant le titre de Grand Dragon. Ceci fait référence aux surnoms de ces pays d'Asie du Sud-est, Corée, Taiwan, Hongkong et Singapour dont les taux de croissance sont les plus élevés au monde. En outre Pékin fait entendre de plus en plus souvent son avis sur les événements internationaux marquants (crise irakienne, Afghanistan) prouvant par là-même son désir de retrouver son rang au sein des grandes puissances. Une question se pose alors: est-ce que ce grand pays qui compte dans ses frontières le quart de l'humanité, dont la civilisation se perpétue depuis plus de quatre millénaires, qui a dû pendant les deux derniers siècles renoncer à certains territoires au gré des colonisations et invasions successives, ce grand pays ne voudra-t-il donc pas récupérer, en faisant usage d'une puissance retrouvée, ses frontières d'origine? Pour répondre à cette question il s'agit d'examiner dans le détail les indicateurs mentionnés plus haut. Ceci permettra de vérifier que le redressement de l'économie chinoise n'est pas qu'un effet de chiffres. Si ce mieux est durable pourrait-il donner à la Chine la capacité de soutenir un conflit? Mais quelles sont les nations qui constituent aujourd'hui une menace pour la Chine ou qui ont un contentieux à régler avec elle?

Répondre à ces questions c'est commencer à comprendre les subtilités de ce vieux pays, mais c'est aussi rendre hommage au travail accompli sous l'impulsion de Deng Xiaoping au cours des vingt dernières années. En effet lorsque le « petit timonier » a accédé au pouvoir en 1978 il a réussi le tour de force de mettre en place une

politique tournée vers le libéralisme économique tout en maintenant un régime dirigiste. Mais sa mort, le 19 février 1997, n'a entraîné aucune crise de succession car il s'était retiré du pouvoir en plaçant aux postes clés les hommes capables d'assurer la continuité dans la gestion du pays. La politique actuelle est donc l'héritage du demi-siècle de gouvernement communiste associée à la finesse de jugement de son dernier dirigeant qui avait connu la Longue Marche.

1. LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA CHINE

La situation économique de la Chine peut s'apprécier de diverses façons. Il est en effet possible de ne s'attacher qu'aux seuls chiffres. Ils offrent la preuve que même si un mieux est à noter, l'état des lieux comparatif avec la situation chez les « petits dragons » est en faveur de ces derniers et ceci restera valable pour la prochaine moitié de siècle. Il est aussi possible d'apprécier la santé économique d'un pays en analysant certains rapports, des comptes-rendus d'expériences vécues. Les livres d'A. Peyrefitte sont dans ce domaine d'une grande richesse, puisqu'ils nous font part d'observations qui courent sur toute la période qui s'étend des années 70 à nos jours. En alternant l'une et l'autre manière nous pourrons faire notre propre analyse de la situation actuelle et tenter de dégager les principales tendances pour les prochaines années

1.1. Le constat actuel

En 1949, la Corée, Taiwan, Hongkong, Singapour se trouvaient à peu près au même point que la Chine occidentale. Aujourd'hui leur niveau de vie est de dix à vingt fois supérieur. Un chinois qui a quitté la Chine populaire au moment du changement de régime gagnait, en 1990, en moyenne 5000 dollars par an s'il s'était réfugié à Taiwan, 8000 s'il était à Hongkong. Un parent resté en Chine n'en gagnait pas 400. Même en tenant compte des grandes différences de prix, le décalage demeure impressionnant. Pendant que la Chine populaire se repliait sur elle-même et sur son collectivisme, les Chinois d'outremer, partis de la même base, se sont lancés dans le développement capitaliste et la concurrence internationale. Aujourd'hui on prend conscience des succès de la diaspora. On se met à mesurer les taux de croissances des industries locales, les gains annuels de productivité.

A partir de 1978 sous l'impulsion de Deng Xiaoping la politique d'ouverture a permis au Grand Dragon de commencer à rivaliser avec ses cadets asiatiques. Il est loin le temps où les dirigeants chinois méprisaient ceux qui avaient « abandonné les tombes de leurs ancêtres pour réaliser au loin de vilains profits.» à l'instar de l'empereur Qianlong parlant des chinois de Java. Au contraire aujourd'hui la Chine est ouverte à l'activité économique des capitalistes. les sociétés mixtes, les joint-ventures, se multiplient. Le contrat type est le suivant: 51% des actions appartiennent à la collectivité chinoise, qui fournit le gros oeuvre et la majorité de la main d'oeuvre et 49% aux occidentaux, aux japonais et surtout aux chinois d'outremer qui fournissent les capitaux, l'appareillage moderne et les cadres. Ce type d'entreprise très dynamique a connu en 1995 une croissance moyenne de 37% alors que les entreprises nationales n'ont pas cessé d'être déficitaire la même année. En revanche les dirigeants chinois tiennent fermement à ce que l'état demeure

majoritaire dans ces sociétés car ils redoutent -à juste titre peut-être - de perdre le contrôle de la situation en laissant la voie libre à un capitalisme sauvage et débridé. Quoi qu'il en soit la Chine a besoin de ces investissements étrangers qu'ils soient financiers mais aussi humains. Dans son livre « La Chine s'est éveillée » M A; Peyrefitte fait parler un industriel français qui lui conte ses difficultés à faire respecter, par ses ouvriers, certaines normes de production et à s'attacher à soigner aussi le détail de « ce qui ne se voit pas ». En l'absence de tout contrôle il n'est pas rare en effet, que 20% de la production soit à jeter. Un américain à Pékin dut quitter ses propres ateliers sous les huées car sa visite impromptue avait tiré ses employés de la sieste, leur faisant ainsi perdre la face. Les industriels étrangers y trouvent pourtant un grand intérêt puisqu'ils obtiennent ici des prix de revient inférieurs de moitié voire des trois-quarts à ceux de leur pays Bien sûr le gouvernement invite aujourd'hui de nombreux étrangers à venir investir sur le marché chinois, mais il est cependant difficile de rompre d'un coup avec les habitudes ancestrales, même si elles vont à l'encontre d'un souci légitime de rentabilité moderne. Pourtant les industriels chinois, au travers de ces joint-ventures, peuvent s'approprier à bon marché les techniques occidentales les plus avancées et rattraper ainsi le retard accumulé pendant ce demi siècle de gestion autarcique.

Quoi qu'il en soit d'énormes progrès ont été effectués ; ils sont dus pour leur grande majorité à l'action menée par M. Deng Xiaoping qui, disait en 1984 au cours d'une inspection au Guandong: «Les autorités locales de Shenzhen ont raison de tenir pour slogan: le temps c'est de l'argent; le rendement c'est la vie ! ». A partir de 1978 il a donc autorisé la création de zones de compromis par rapport à l'organisation en place auparavant. En effet quatre « zones économiques spéciales » ont été créées pour attirer les investissements étrangers. La province de Canton en accueille trois, autour de Hongkong et Macao, et la région du Fujian abrite la quatrième face à l'île de Taïwan. Elles assurent la mise en pratique de la théorie: «Un état; Deux systèmes ! ». Deng reconnaissait d'ailleurs qu'il fallait autoriser « en conformité avec les lois du développement, qu'une partie des régions s'enrichisse avant les autres ». Cette liberté nouvelle accordée aux entreprises chinoises ou étrangères a installé le pays sur les rails d'une croissance à deux chiffres. L'économie du pays se porte mieux, c'est indéniable, à tel point que le fonds monétaire international voudrait réestimer le produit national brut de la Chine. En effet ce PNB a été évalué à 1700 milliards de dollars pour l'année 1995 (soit 1400 dollars de revenu annuel par habitant) par le Front monétaire international ce qui lui a permis d'allouer à ce pays une aide de 3 milliards de dollars sur la durée de l'exercice de la dernière planification quinquennale. Pourtant la Banque mondiale avait accordé à ce PNB une valeur de 2870 milliards de dollars (soit un revenu par habitant de l'ordre de 2400 dollars) ce qui aurait signifié la suppression de cette prime. Quoiqu'il en soit ces chiffres plus ou moins précis prouvent que la santé du pays est en très nette amélioration puisque le revenu annuel par habitant était estimé à 350 dollars en 1988 ! Au même moment il était de 16500 dollars pour les Français

1.2. Un avenir teinté d'optimisme *(de qui ?)*

L'avenir de la Chine est aussi placé sous le signe de l'optimisme pour ce qui est de l'économie. En effet tous les experts s'accordent pour prophétiser que le XXI^e siècle consacrera l'arrivée de la Chine parmi les grandes puissances. En 1989 des économistes chinois affirmaient à Washington lors de la réunion de la « World Future Society » : « Vers le milieu du siècle prochain, nous pourrions rattraper le

niveau actuel des pays moyennement développés et, à la fin du XXI^e siècle, rivaliser avec les pays les plus développés ». Cette prédiction chinoise avait fait sourire les experts occidentaux mais elle est aujourd'hui dépassée. La Banque Mondiale estime qu'à l'horizon 2005, dans un monde où le commerce aura, globalement, connu un accroissement de 6% l'an, l'Extrême-Orient aura poursuivi sa croissance à un rythme sensiblement inférieur à celui qu'il connaît depuis 1990, mais plus fort que partout ailleurs. Sur la lancée, il sera devenu, à l'horizon 2020, le plus puissant foyer économique du monde. Hongkong, Singapour et Taïwan devraient avoir un PIB par habitant supérieur de plus de 50% à celui des Etats-Unis, estimé à 42000 dollars. Le Japon et la Corée, avec 38000\$, devanceraient la Malaisie et la Thaïlande, avec un PIB par tête de 28000\$. - double de celui de la Chine : 14000\$. Pour sa part, l'Indonésie atteindrait 12000\$. A la même date, le produit par tête de l'Inde serait de 4000\$...A l'horizon 2050, la Chine atteindrait un PIB de 35000\$. par tête, pour une population de 1,4 à 1,5 milliard d'habitants. Le PIB chinois serait de quelques 50000 milliards de dollars, soit le double de celui escompté pour les Etats -Unis, et six fois celui prévu pour le Japon.

Tous ces chiffres prouvent que la Chine, en fournissant l'effort que produit Taïwan en matière d'armement aujourd'hui, serait en mesure de devenir une des toutes premières puissances militaires mondiales vers la moitié du XXI^e siècle. Aujourd'hui en revanche, si la déflation du personnel militaire a cessé en Chine, le budget de la défense s'est stabilisé à 5% du PIB environ, ce qui ne permet pas d'envisager l'achat de matériel nouveau en grand nombre.

Quelle sera dans ce pays ?

2. LES CRISES POTENTIELLES ENGAGEANT LA CHINE

Lors de sa proclamation en 1949, la République populaire de Chine (RPC) est marquée par la guerre qu'elle a conduite contre le Japon mais aussi par la guerre civile qui a opposé les forces du Parti communiste chinois à celles du Kuomintang (KMT). La politique étrangère et la défense du nouveau régime vont en être profondément imprégnées pendant une trentaine d'années. De 1949 à 1979 la posture de la Chine en matière de sécurité met en effet l'accent sur l'aspect continental, la défense chinoise est en effet basée sur la doctrine de défense territoriale et côtière. La Chine, pays encore assez peu développé, cherche principalement à limiter les actions de l'adversaire à la périphérie du territoire chinois en l'empêchant de toucher le coeur du pays. Elle consent cependant d'importants efforts dans le domaine des armes nucléaires et développe à son tour des missiles intercontinentaux. Au cours des années 1970, la RPC alterne ouverture sur le monde extérieur (rapprochement avec les Etats-Unis par exemple), et poursuite d'une politique résolument dogmatique (révolution culturelle, prises de position face au conflit indochinois). A partir de 1979 elle accorde de plus en plus d'importance à l'ouverture sur l'extérieur et tout particulièrement en direction de la mer sur laquelle Pékin réaffirme des revendications qu'elles a qualifiées d'« historiques ».

Quelles sont donc les perspectives ouvertes à la Chine pour les années à venir ? Plusieurs éléments déjà réunis sont à prendre en compte. Ils permettent de voir se dessiner quelques tendances qui pourront expliquer de nouveaux raidissements de la part de l'administration chinoise vis-à-vis de l'étranger. Ils ne laissent pourtant pas penser des conflits ouverts pourraient se déclencher.

H. le 10/10/97

2.1. Les tensions avec les pays du Sud-est asiatique

Tout d'abord la Chine n'a toujours pas résolu la question tibétaine. Elle ne connaît ne effet pas de solution malgré la proposition du Dalaï lama pour que le territoire soit doté d'un nouveau statut. Cette proposition en neuf points ne demande pas l'indépendance du Tibet mais que soit accordée une autonomie accrue au territoire. Cette solution n'ayant toujours pas été retenue par Pékin, la Dalaï lama poursuit ses visites dans le monde pour trouver un peu d'appui. Il comptait même se rendre à Taïpeh où le président taïwanais Lee Teng-hui annonçait, en mars 1997, qu'il souhaitait rencontrer le dirigeant spirituel tibétain. Ceci ne pouvait qu'irriter davantage les dirigeants chinois compte tenu du contentieux existant à ce jour entre les deux nations. Les autorités chinoises cherchent donc, pour mieux combattre l'influence politique et religieuse du Dalaï lama, à laïciser cette « région autonome » en mettant également en avant le fait que cette laïcisation de la société tibétaine lui permettrait de mieux se développer. Il est de toute manière exclu pour Pékin de revenir sur ses positions car selon Jiang Zemin lui-même « la paix au Tibet est cruciale pour le succès des réformes, le développement et la stabilité de l'ensemble du pays ». Les dirigeants chinois pourraient pourtant se voir rappeler un jour la promesse qui avait été faite par Deng Xiaoping « tout est négociable concernant le Tibet à l'exception de l'indépendance ». Un système ressemblant à celui qui est désormais à Hong Kong ne pourrait-il être appliqué à ce territoire ?

La réintégration de Hong Kong à la RPC, réalisée le 1er juillet 1997, marque l'établissement des efforts de Deng Xiaoping vers la première phrase de la réunification de l'ensemble du territoire chinois, morcelé par les puissances étrangères. Deng souhaitait parvenir à cette réunification de son vivant, il n'a pas eu le temps de voir la rétrocession de la colonie britannique à la Chine, ses successeurs poursuivront cette politique de « reconquête pacifique ». En attendant, le territoire de Hong Kong, désormais « Zone administrative spéciale », bénéficie d'un statut différent de celui du continent pour une période de 50 ans. Il est possible que l'évolution de la situation intérieure à Hong Kong donne lieu à des sujets de friction entre la communauté internationale et la Chine si les engagements envers le territoire n'étaient pas respectés. La prochaine échéance pour la RPC est désormais le mois de décembre 1999 avec le retour de Macao à la RPC. La question du retour de Taiwan, est en revanche de plus en plus problématique, les autorités de Taïpeh ne peuvent en effet accepter de renoncer à l'exercice d'une politique indépendante telle qu'elles la pratiquent depuis 1949. Les chinois envisagent donc un retour en douceur des taïwanais dans le giron de la nation-mère, dut-il prendre plusieurs dizaines d'années. C'est en tout cas le point de vue de M Peyrefitte

Un autre sujet de préoccupation demeure pour la Chine à proximité de ses frontières: il s'agit de la péninsule coréenne où la Chine avait, envoyé un corps expéditionnaire combattre aux côtés des nord-coréens, les troupes sud-coréennes étaient, elles, appuyées par un contingent de l'ONU. Depuis la signature de l'accord d'armistice en juillet 1953, les deux régimes antagonistes n'ont toujours pas mis un terme à la situation de guerre qui les a opposés et la disparition de Kim Il-Sung semble avoir bloqué toute possibilité d'évolution. La situation intérieure en Corée du Nord, déjà préoccupante, a été aggravée par les calamités qui se sont abattues sur

le pays. Il est donc difficile de prévoir, les réactions d'un régime tel que celui de Pyongyang, avec lequel la Chine semble avoir pris quelques distances en normalisant ses relations avec Séoul en 1992. L'évolution de ce dossier peut poser de graves problèmes à Pékin s'il devait évoluer dans le sens d'une intervention militaire à caractère international. Si Pyongyang décidait de lancer une opération de reconquête contre Séoul, par exemple. Mais est-ce envisageable ? Un éclatement du régime nord-coréen se traduirait par d'autres potentialités de menaces, Pékin semble d'ailleurs prendre des dispositions dans la perspective d'un possible afflux de réfugiés nord-coréens vers ses frontières. Enfin, une réunification des Corées ne serait guère plus enviable pour la Chine, puisqu'il signifierait à terme le risque de voir se constituer une nouvelle puissance régionale, rivale économique possible de la RPC.

Une montée de la tension entre la Chine et le Japon est également possible. Elle s'inscrit dans un contexte assez large que décrit Mme V. NIQUET dans son article intitulé: « Les relations sino-japonaises: facteurs de crise et volonté d'apaisement ». Certains dirigeants nationalistes chinois veulent en effet faire à nouveau de leur pays une puissance maritime locale. Cette volonté s'exerce en particulier au sujet des îles Senkaku. Si en 1978 Pékin a été très conciliant à ce sujet au moment des premiers investissements japonais en Chine, elle prétend aujourd'hui faire valoir ses revendications territoriales sur cet archipel. Pourtant, côté japonais, l'inquiétude n'est pas de mise car l'on sait bien que le grand voisin n'est pas encore une grande puissance économique et cherche toujours les investisseurs.

2.2. Les tensions avec les autres pays du monde

Dans ce registre Il faut évoquer en premier lieu la possibilité d'une confrontation Chine-Etat-Unis sur plusieurs dossiers dont les questions de prolifération. La position chinoise en la matière ne connaît pas de modification qui satisfasse l'administration américaine et bien que les deux pays aient tout intérêt à ne pas rompre le dialogue, des tensions sont à envisager. Une montée de la tension entre Taiwan et la Chine continentale est aussi un des dossiers dans lesquels les Etats-Unis seraient amenés à se prononcer. Même si la volonté de recherche d'une solution pacifique est manifeste chez les dirigeants de Pékin, la RPC n'a toujours pas renoncé à la possibilité de recourir à la force pour mener à bien la réunification de la Chine. Elle se réserve également le droit d'intervenir militairement si Taiwan devait connaître de profonds bouleversements. Les élections présidentielles du mois de mars 1996, les premières au suffrage universel direct qui aient eu lieu sur l'île, se sont déroulées alors que les forces chinoises pratiquaient de nouveaux exercices militaires dans le détroit. Les Etats-Unis ont jugé les risques de crise suffisamment élevés pour envoyer deux porte-avions dans la région. On ne peut donc toujours pas exclure une nouvelle montée de la tension dans cette partie de l'Asie.

Quel avenir pour les relations sino-russes ? Tout sujet de contentieux n'est pas résolu entre les deux pays, toutefois, de nombreux points peuvent les amener à adopter des positions conciliantes, au moins pour les années à venir. La signature des accords de 1996 et 1997 instaurant des mesures de confiance aux frontières et des réductions de troupes prouve qu'ils ont intérêt à trouver des terrains d'entente surtout quand leur situation intérieure est aussi délicate. Ils peuvent néanmoins s'opposer sur quelques dossiers - économiques ou politiques notamment - mais il semble que beaucoup d'autres facteurs les amènent à adopter des positions

communes, à commencer par leur situation face aux Etats-Unis. Chine et Russie s'accordent en effet pour dénoncer l'attitude de Washington et refuser l'instauration d'un système unipolaire dominé par les Etats-Unis. Tous deux craignent également les effets de l'élargissement de l'Otan en juillet 1997 à des membres de l'ancien pacte de Varsovie qui les isolerait davantage encore.

Alors que la Chine a normalisé ses relations avec l'Inde, comme avec la Russie, tout sujet de contentieux n'a pas disparu, les deux gouvernements ont juste convenu de mettre en sommeil leurs sujets de différends. On peut cependant penser qu'à terme, les deux pays, qui ont eu une influence prédominante dans la zone, pourraient de nouveau se trouver dans une situation de confrontation. La Chine qui rappelle régulièrement l'ancienneté de sa civilisation trouve dans l'Inde un adversaire à sa taille, par le rayonnement de sa culture jusqu'en Asie du sud-est sur laquelle lorgne la RPC, par la taille de son pays, de sa population et par son poids de plus en plus grand sur la scène internationale en dépit du fait qu'elle ne soit pas comme la Chine membre permanent du Conseil de sécurité. L'Inde est, elle aussi, un pays en développement, doté de capacités scientifiques et militaires non négligeables; elle fait partie d'organisations régionales propres à l'Asie méridionale et cherche à intégrer elle aussi l'Asean. De plus, avec l'établissement d'un dialogue avec son rival, le Pakistan, la Chine perd quelques moyens de pression envers l'Inde.

CONCLUSION

L'analyse successive des points de tension possible qui existe entre la Chine et les autres pays fait donc apparaître quelques zones à risque sans pour autant que le signal d'alarme ait à être tiré. En effet, les vingt dernières années ont été placées sous le signe de l'ouverture au monde occidental, du développement économique sur fonds de capitalisme - « une économie de marché socialiste » dit-on à Pékin. Les chinois ont goûté à l'amélioration de leur niveau de vie; le chemin à parcourir pour rejoindre celui des nations qui leur envoient des séries B est encore immense, mais il mobilise aujourd'hui toutes les énergies chinoises. « Enrichissez-vous ! » avait ordonné Deng Xiao Ping à ses compatriotes en 1981 lors d'une visite dans la Zone Economique Spéciale de Shenzhen. Les ordres ont été reçus et seront appliqués avec enthousiasme.

Le plus grand danger que la Chine peut faire peser ne se porte donc pas sur l'étranger mais au contraire sur elle-même, il est lié à l'évolution du système. Nul doute en effet que le décollage économique, la multiplication des espaces de liberté ne minent inexorablement un édifice qui enserrait jadis l'individu et la société dans un carcan de fer. Le Parti, progressivement chassé des coeurs et des esprits, va laisser la place au capitalisme « à la chinoise » qui entraînera avec lui une vague de démocratisation. Pour l'instant, le legs socialiste et la tradition confucéenne se liguent pour maintenir un régime autoritaire qui s'assouplit pourtant au gré de la pénétration du marché chinois par les économies occidentales. La possibilité de voir surgir un second Tien An Men vingt ans après le premier n'est pas exclue. Les conséquences en seraient sûrement tout autres dans un pays qui aurait oublié des traditions ancestrales de discipline et d'abnégation.

Références bibliographiques:

- « Quand la Chine s'éveillera » par A. PEYREFITTE
- « La Chine s'est éveillée » par A. PEYREFITTE
- « L'état du monde 1998 »
- « Relations sino-japonaise: facteurs de crise et volonté d'apaisement » par V. NIQUET
- « De la stratégie diplomatique au concept de région : représentation historique et conflit en mer de Chine » par F; LASSERRE
-
- Etude du magazine Le Point de décembre 1996 : « 1997 L'ANNEE DE LA CHINE »
- « La politique asiatique de la Chine » par MM Beauregard, Cabestan, Domenach, Godement, de Goldfiem et Joyaux.
- QUE SAIS-JE : « La politique extérieure de la Chine » par F JOYAUX
- « La Chine après l'utopie » par J. GAUDEREAU